



La menace se précise

Le Sommet de la zone Euro du 11 mars et le Conseil Européen des 25 et 26 mars vont discuter de la coordination des politiques économiques dans la zone euro. On lit dans le document préparatoire : « Les hausses de salaires étendues et prolongées peuvent signaler une érosion de la compétitivité » La « modération salariale » est donc expressément réclamée avec la diminution des salaires dans les secteurs publics, le démantèlement des systèmes de retraite et de Sécurité Sociale, la suppression de tous les dispositifs de négociations globales sur les salaires. A noter que le texte insiste sur la nécessité de modifier les constitutions nationales en y ajoutant l'interdiction de faire des « déficits ». Le « déficit » actuel des pays européens est de 1.000 milliards, il doit être résorbé d'urgence, déclare le document. Pour cela, chaque gouvernement devra définir ses objectifs concrets à atteindre dans les 12 mois.

Le gouvernement français n'est pas en reste. La Cour des Comptes, organisme national censé « contrôler la gestion financière et dénoncer les errements préjudiciables aux finances publiques » a été chargé par Sarkozy de rassembler des éléments pour préparer les réunions européennes des jours prochains. Elle vient de rendre sa copie le 4 mars. Elle recommande : d'alléger les cotisations sociales et les taxes sur les salaires payées par le patronat. Elle propose de les remplacer par l'impôt, la hausse de la TVA. Elle rappelle que les Allemands ont allégé l'impôt sur les sociétés et transféré sur la TVA une partie des cotisations sociales. Elle rappelle au passage que l'Allemagne a appliqué une politique de rigueur bien plus forte que la nôtre, d'où ses résultats actuels !

La Cour des Comptes recommande aussi de supprimer le versement « transport » que les entreprises doivent payer. Le 1^{er} Ministre François Fillon jure qu'il n'y a pas d'autre solution : « si notre objectif n'est pas atteint il faudra de nouvelles mesures » a-t-il déclaré au « Figaro » du 5 mars.

Comme prévu, une nouvelle série d'attaques très sérieuses contre les conditions de vie du peuple se prépare.

Comme prévu le PS et ses amis, sont prêts à accepter ces « sacrifices », à condition qu'ils soient justement répartis? Quelle hypocrisie ! Il faut savoir que c'est un socialiste, un certain Didier MIGAUD ex. député et président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, qui a été nommé Président de la Cour des Comptes par N. Sarkozy. Le document que nous évoquons a donc été rédigé sous sa responsabilité !

Aujourd'hui, les mêmes vous disent, le 20 mars aux élections cantonales, votez pour nous pour mieux battre Sarkozy en 2012. Une fois de plus, la preuve est faite qu'on peut très bien se dire anti-Sarkozy et préparer la même politique.

Tout ça fait le jeu du Front National cet autre parti au service du capital, qui a ainsi un large terrain pour développer sa démagogie.

Le 20 mars aux élections cantonales, la seule façon de dire non au capitalisme, de rejeter toutes les combines politiciennes au service du capital, c'est de voter pour « Communistes ».